

## ARRÊTÉ DU MAIRE

Portant interdiction provisoire de  
circulation et de stationnement sur le pont  
de la Grosne pour travaux.

### OBJET

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4, relatifs aux pouvoirs de police du Maire en matière de circulation et de stationnement ;

**VU** le Code de la Route, notamment ses articles R. 411-1 et suivants ;

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8ème partie – signalisation temporaire), approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

**VU** la demande de travaux de JEANDIN BATIMENT en date du 30/10/2025 relative à des travaux de réfection du pont ;

**CONSIDÉRANT** que les travaux de réfection du pont sur le **Pont de la Grosne** ne peuvent être exécutés en toute sécurité sans interdire la circulation ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de réglementer provisoirement la circulation sur cette voie afin d'assurer la sécurité publique, le bon déroulement du chantier et la sécurité des personnes exécutant les travaux ;

### ARRÊTE

#### Article 1 : Interdiction de Circulation

La circulation de tout véhicule est **interdite** sur le **Pont de la Grosne**, VC n°1, pour une durée provisoire, **du 28/11/2025 de 8h30 à 16h15**, au 31/01/2026 inclus.

- **Cette interdiction ne s'applique pas aux véhicules de l'entreprise intervenante, ni aux véhicules de secours et de sécurité.**

#### Article 2 : Déviations et Signalisation

La signalisation temporaire de l'interdiction de circulation, la déviation sera mise en place et entretenue par l'entreprise en charge des travaux, conformément aux normes en vigueur.

#### Article 3 : Exécution et Application

Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, et toutes autres autorités compétentes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### Article 5 : Publicité et Recours Le présent arrêté sera :

- Publié par affichage en Mairie et sur les lieux concernés.
- Transmis à Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement.
- Transmis aux services de secours (SDIS, Gendarmerie/Police, transporteurs scolaires, etc.).

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de [Ville du Tribunal Administratif compétent] dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Fait à SERCY  
Le 28/11/2025  
Le Maire, PARRET Thierry

